



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

13/09/2026

Russie : des communistes contre la guerre impérialiste

Les élections à la Douma d'État auront lieu prochainement du 18 au 20 septembre. Tout est fait par le pouvoir au service de l'oligarchie capitaliste afin d'en faire un référendum appuyant la poursuite de la guerre impérialiste en Ukraine. Malgré les difficultés et la répression, des Communistes refusent de baisser les bras et agissent pour combattre la politique anti-ouvrière et nationaliste du pouvoir. Nous sommes solidaires de nos camarades communistes russes de l'OK (Organisation Communiste). Nous publions leur analyse de la situation et nous leur faisons part de notre soutien internationaliste : A bas la guerre impérialiste !

Déclaration de l'Organisation des communistes russes du 10 septembre à propos des élections à la Douma

Du 18 au 20 septembre 2026, la Russie tiendra des élections à la Douma d'État, la chambre basse du Parlement. Les médias d'État les présentent comme l'événement politique le plus important de l'année à venir. Divers groupes, partis et mouvements – se réclamant de gauche – et communistes réagissent différemment à ces élections. Certains préconisent de voter pour les communistes officiels, tandis que d'autres appellent à un vote de protestation. Cependant, la grande majorité des travailleurs se montrent apathiques ou sceptiques quant à ces élections. Analysant l'état de l'économie et de la société russes, l'Organisation des communistes constate ce qui suit : Tout au long de l'année 2026, l'économie russe se détériore à un rythme accéléré. La principale raison en est l'impact croissant de la guerre. Le déficit budgétaire fédéral pour 2026 était estimé à 3 786 milliards de roubles (1,6 % du PIB), mais dès juillet de cette année-là, il avait déjà atteint 6 455 milliards de roubles (2,8 % du PIB). La Banque centrale a abaissé ses prévisions de croissance du PIB pour 2026 à une fourchette de 0,0 % à 1,0 %. Face à la raréfaction des ressources, la classe dirigeante concentre tous ses efforts sur le maintien et l'intensification des opérations militaires, ce qui nuit au secteur civil et aggrave la précarité déjà précaire de la grande majorité des travailleurs. L'inflation officielle a dépassé l'objectif fixé, les prix des services ont augmenté d'environ 10 % sur un an et la dette civile non garantie a atteint le niveau record de 1 650 milliards de roubles. La situation est exacerbée par les attaques massives menées par les troupes ukrainiennes contre les infrastructures, notamment les dépôts pétroliers et les raffineries. Ces attaques ont engendré une grave pénurie de carburant. Dans de nombreuses régions, les prix de l'essence ont explosé et son achat est désormais soumis à des restrictions et à de longues files d'attente. Les tentatives du gouvernement pour atténuer le problème par des importations de carburant n'ont eu qu'un effet à court terme. La guerre a également entraîné une pénurie de la ressource la plus précieuse : la main-d'œuvre. Cette pénurie contraint les entreprises à recruter plus activement des travailleurs migrants. Plus précisément, un quota de 279 000 travailleurs étrangers a été fixé pour 2026, soit près du double du quota établi deux ans auparavant. Cette augmentation du recrutement d'immigrants contredit la rhétorique nationaliste des propagandistes d'État et alimente le mécontentement au sein de l'extrême droite, sur laquelle la classe dirigeante compte tant pour la guerre que pour réprimer d'éventuelles manifestations populaires. Non seulement l'industrie, mais aussi les forces armées souffrent d'une pénurie d'effectifs. Nos camarades sur le front témoignent de la progression extrêmement lente de l'armée russe, obtenue au prix de pertes énormes. Consciente de cette situation, l'élite dirigeante tente désespérément de négocier des conditions acceptables avec le capital américain, tout en intensifiant les préparatifs organisationnels et techniques d'une nouvelle vague de mobilisation. Des rumeurs concernant cette mesure se répandent dans toute la société russe, alimentant encore davantage la nervosité et les craintes. Nombre de citoyens ne croient pas aux démentis officiels, se souvenant qu'à la veille de la première vague de mobilisation (en septembre 2022), les autorités avaient également menti sur

l'inexistence de tels plans. Les capitalistes savent pertinemment que l'exacerbation des contradictions sociales provoquera inévitablement un mécontentement généralisé au sein du prolétariat et de la petite bourgeoisie. C'est pourquoi ils consacrent une énergie et des ressources considérables au renforcement de leur emprise sur l'opinion publique. Des listes de citoyens qualifiés d'« agents étrangers » sont publiées presque chaque semaine. De nouvelles méthodes de blocage d'internet sont mises en place chaque mois. L'accès aux ressources web devient de plus en plus difficile pour les citoyens. Début 2026, près de 5 millions de ressources internet et 439 services VPN étaient bloqués. Dans plusieurs régions, l'accès à internet mobile a été fortement restreint, voire totalement coupé, pendant de nombreux mois sous prétexte de « sécurité ». On ne peut exclure une transition vers un système où un accès plus ou moins libre à internet deviendrait un privilège réservé à la classe dirigeante et à ses proches, tandis que la grande majorité de la population en serait exclue par la loi (par des interdictions directes) ou par des moyens économiques (par des prix artificiellement gonflés). La propagande gouvernementale attise constamment l'hystérie guerrière et le chauvinisme. Une législation, mise à jour peu après le début de la guerre, permet désormais de qualifier de « délit » toute déclaration négative concernant le gouvernement et sa politique étrangère et intérieure. Les capitalistes et les responsables politiques exploitent cette situation pour intensifier leurs attaques contre les libertés et droits civiques restants, exploiter le prolétariat et réprimer les travailleurs qui tentent de défendre leurs droits. Par exemple, lorsque dans une usine de l'Oural, des ouvriers tentèrent de défendre leur droit à des conditions de travail normales. Les autorités arrêtaient le dirigeant syndical en vertu de la loi contre les activités extrémistes, ce qui facilita la répression du syndicat par la direction de l'usine. La bourgeoisie s'efforce à tout prix de maintenir les ouvriers divisés et intimidés, et réagit violemment à toute tentative d'auto-organisation. De manière générale, l'état d'esprit du prolétariat russe est caractérisé par l'apathie, la désillusion et une lassitude généralisée, conséquences de la guerre, des blocus et de la dégradation continue du niveau de vie. C'est dans ce contexte que se préparaient les élections à la Douma d'État. La situation politique en Russie à la veille des élections peut être caractérisée comme suit :

1. La propagande communiste systématique, y compris l'agitation contre la guerre impérialiste, est de facto interdite. Le caractère sélectif de la répression ne doit pas être trompeur : les actions des organes répressifs peuvent être imprévisibles, et aujourd'hui, les ouvriers et les communistes sont dépourvus de moyens de défense.
2. La propagande du parti au pouvoir est diffusée par tous les canaux possibles, en utilisant les ressources de l'État ; notamment, des employés municipaux sont mobilisés pour distribuer des tracts de Russie unie.
3. Parmi les partis politiques officiellement enregistrés en Russie, aucun ne représente les intérêts du prolétariat.
4. Les autorités bloquent ouvertement les candidats jugés déloyaux. Par exemple, le blogueur de gauche et député du Parti communiste Nikolai Bondarenko a été disqualifié des élections sous de fausses accusations d'« affichage de symboles interdits », tandis que le parti Iabloko, qui critique la guerre, est disqualifié des élections dans plusieurs régions.
5. Comme lors des élections présidentielles de 2024, aucune force publique n'est actuellement en mesure de contrôler les violations et les falsifications graves.
6. Pendant les élections, les autorités ont l'intention d'utiliser massivement le vote électronique, entièrement contrôlé par l'État et donc invérifiable.
7. Les autorités disposent de ressources administratives quasi illimitées, notamment en termes d'employés du secteur public, de fonctionnaires et de militaires, qui seront contraints de voter. Le vote d'août à Moscou concernant le monument Pouchkine a servi d'exercice de simulation pour les fonctionnaires de la capitale.
8. Des millions de travailleurs, insatisfaits de la direction actuelle du gouvernement, ne voient aucune alternative, ne se considèrent pas comme acteurs des processus sociaux et craignent de réclamer un changement dans le contexte de l'intervention militaire en cours. Ainsi, malgré les contradictions sociales croissantes, la classe dirigeante conserve des moyens illimités d'influencer les élections à venir, transformant l'événement en un spectacle à l'issue prédéterminée. Comme pour l'élection présidentielle de 2024, les autorités se préoccupent davantage de garantir la participation électorale, car il est plus difficile de falsifier les résultats, notamment dans les régions reculées et les petites villes. Par conséquent, Les appels lancés par divers secteurs de la gauche à participer aux élections (quel que soit le mode de scrutin) contribuent indirectement à la réalisation de cet objectif par la bourgeoisie. D'une part, les appels à voter pour le Parti communiste de la Fédération de Russie ou pour des candidats individuels de Iabloko reflètent les contradictions sociales croissantes et le mécontentement grandissant entre le prolétariat et la petite bourgeoisie. D'autre part, ces appels témoignent de l'immaturité politique de la classe ouvrière et de ses illusions quant au système électoral russe. Ils ne peuvent qu'engendrer la déception. Les propositions de « vote de protestation » – par exemple, voter « pour n'importe quel candidat sauf celui du parti au pouvoir » ou invalider le bulletin – représentent l'autre versant de la même médaille. Ces appels renforcent également la croyance erronée, chez les ouvriers, que voter provoquera des troubles au sein de la bourgeoisie. Le rêve d'un « vote de protestation » naît d'un sentiment d'impuissance et du besoin d'« agir ». Autrement dit, il résulte de l'absence de stratégie cohérente pour la lutte révolutionnaire. À l'instar du soutien au Parti communiste de la Fédération de Russie (PCFR), le « vote de protestation » remplit une fonction essentiellement symbolique,

créant un sentiment de participation à la lutte politique chez des militants déconnectés du peuple. Tant les partisans du PCFR que ceux qui prônent toute autre option de participation aux élections contribuent à répandre l'idée fausse que le système électoral russe en place influence l'agenda politique et économique de la classe dirigeante. Par conséquent, les communistes ne peuvent soutenir aucune option de participation aux prochaines élections. Compte tenu de ce qui précède, l'Organisation des communistes recommande les tactiques suivantes à tous les partisans des idéaux communistes :

1. Si des membres de votre famille, des amis ou des collègues s'intéressent aux élections, il convient de leur expliquer la véritable nature du système politique sous le capitalisme en général, et en Russie en particulier.
2. Il ne faut pas décourager ceux qui souhaitent voter, mais leur expliquer l'absurdité et la futilité de cette démarche, et dissiper toute illusion quant à la tenue d'« élections équitables ».
3. Convaincre les autres que leurs droits doivent être protégés au quotidien, et pas seulement les jours d'élection. Partager les expériences des luttes ouvrières, tant au niveau national qu'international, ainsi que les formes d'organisation de ces luttes.
4. Lors des activités de campagne, il convient de souligner qu'aucune élection, sous le capitalisme, ne peut résoudre fondamentalement les problèmes de la société moderne. La résolution de ces problèmes exige une transformation du système socio-économique, qui ne peut s'opérer par les urnes, mais plutôt par une restructuration radicale de la société, comme celle de 1917.